



*Etats généraux de la*  
**dépense publique**

Les députés UMP vous donnent la parole

États Généraux de la Dépense Publique

# Questions – Réponses

## 1- L'explosion de la dette publique ?

Vous dites sans arrêt que la dette publique, c'est notre dette. Moi j'ai l'impression que ça ne me concerne pas!

- C'est tout l'inverse : plus nous nous endettons, plus la somme que nous devons rembourser sera grande. Avec l'explosion de la dette depuis les années 1970, qui est passée de **21% à 74%** de notre **richesse nationale**, la deuxième **plus grosse dépense du budget de l'Etat, ce sont les intérêts de la dette.**
- **La charge de la dette, c'est le deuxième poste de dépenses de l'Etat avec 43 Mds €** (en comparaison, le budget de l'éducation nationale, 1<sup>er</sup> poste de dépense, c'est 60 Mds €, le troisième budget de l'Etat c'est la Défense avec 37 Mds € et le 4<sup>ème</sup> c'est l'enseignement supérieur et la recherche avec 25 Mds €).
- Chaque année, **l'intégralité de l'impôt sur le revenu nous sert à rembourser ces intérêts.** Inutile de dire que ça fait moins d'hôpitaux, moins de crèches, moins d'écoles pour nos concitoyens...
- **La dette c'est le fardeau de tous les Français** : chaque enfant naît en France **avec une dette de plus de 20 000 euros!** Et la tendance n'est pas à l'amélioration : pour cette année 2009, pour chaque heure qui passera, la France doit payer **11,8 millions d'euros en plus !**
- **Si rien n'est fait, ça veut dire à moyen terme beaucoup plus d'impôts et beaucoup moins de services publics, à long terme c'est l'asphyxie financière et la banqueroute qui nous menacent,** avec cessation de paiements pour les retraites des fonctionnaires et des salariés, coupes sombres dans tous les budgets des services publics, pauvreté des Français à cause des prélèvements et beaucoup plus de chômage à cause des entreprises qui ferment, assassinées par les impôts.

**De toute façon nous ne sommes pas les seules dans cette situation de dette excessive. Ca prouve que la situation n'est pas aussi dramatique que cela?**

- Prenons un exemple de pays très endetté ! Le Japon, avec ses **170% d'endettement en fonction de sa richesse soit 5 648 milliards d'euros**. On peut dire qu'avec un tel fardeau, les Japonais n'ont pas vécu les années 1990 dans les meilleures conditions économiques : récession, chômage, crise immobilière...
- Le contre-exemple est le Canada, en 1994, au bord de la banqueroute, qui en l'espace de quatre ans, a économisé **11 milliards d'euros** (7% des recettes de l'Etat fédéral) grâce à sa « revue des programmes », qui a passé au crible toutes les dépenses injustifiées. Résultat : une bonne croissance et de nombreuses créations d'emplois. Dix ans après leurs mesures, le taux de chômage n'a cessé de baisser pour atteindre 6,1% en juin 2007, la meilleure performance depuis 30 ans !
- Quelle voie prend la France ? Aujourd'hui, si l'on ajoute à la dette publique de **1400 milliards d'euros**, les engagements de retraite des fonctionnaires, soit environ **1000 milliards d'euros**<sup>1</sup>, c'est plus de **2400 milliards d'euros de dette**<sup>2</sup> que nous allons devoir payer. Avec un tel chiffre, nous nous rapprochons à grande allure du Japon, avec un endettement de 120% de notre richesse nationale ! Si nous voulons que la France aille frapper à la porte du FMI pour un prêt comme un pays en développement, alors nous sommes bien partis !

---

<sup>1</sup> Evaluation du ministère de l'économie et des finances, *Rapport de présentation du compte général de l'administration des finances 2003*, p.123. Il s'agit d'une évaluation de la valeur actualisée des droits à la retraite des fonctionnaires au 31 décembre 2003.

<sup>2</sup> Calcul réalisé à partir d'un taux de croissance en 2009 de -1,5% du PIB, soit 1876,425 milliards d'euros, et une estimation de dette pour 2009 de 1400 milliards d'euros.

**La dette, c'est une bonne chose, car ça prépare l'avenir avec des dépenses en infrastructures technologiques, énergétiques, dans l'innovation...**

- Encore faut-il que ces dépenses soient tournées vers l'avenir ! Et malheureusement, cela n'a pas été le cas en France pendant au moins deux décennies !
- Entre 1982 et 2000, la part réservée aux investissements civils directs a été **divisée par trois** ! Cela signifie que sur **100 euros** supplémentaires de déficit public on ne créait que **77 euros** de richesse en plus, contre **315 en Irlande, 134 en Espagne et 105, en moyenne, dans la zone euro** !
- En d'autres termes, nos déficits ont été consacrés à embaucher de nouveaux fonctionnaires, pas à investir!

**Tout le monde sait bien que l'Etat n'est pas un ménage comme les autres : il peut s'endetter indéfiniment !**

- S'il est vrai qu'un Etat peut atteindre un endettement élevé, il a sérieusement intérêt à envisager l'avenir. Quels sont nos défis ? Le vieillissement de notre société, avec la montée des dépenses de soin, la concurrence mondiale, qui exige des administrations performantes, de l'investissement dans la recherche et l'éducation.
- Si face à ces défis, on s'ôte tous les moyens d'action pour renforcer notre économie à cause de la dette, alors **nous allons droit dans le mur !**
- Et bien justement, quand de **2003 à 2007**, on augmentait les dépenses publiques de **100 euros**, **6 euros servaient à rembourser la dette et 21 euros à financer les retraites des fonctionnaires. Entre 2009 à 2011, 28 euros serviront à rembourser la charge de la dette et 40 euros pour les retraites des fonctionnaires.** Ca veut dire qu'il reste environ 11 euros pour des investissements d'avenir !
- Actuellement nous sommes donc gravement menacés par ce qu'on appelle « l'effet boule de neige » de la dette: **nous allons de plus en plus nous endetter pour payer les intérêts de la dette au lieu de la rembourser directement, ce qui revient à entretenir ce cercle vicieux !** Donc, plus elle s'alourdit, et c'est la tendance, plus nous allons nous enfermer dans la spirale de remboursement de la dette.
- **Tout cela veut dire que d'ici quelques années, il ne sera plus possible financièrement d'avoir de nouvelles politiques publiques !**

**De toute façon, la dette appartient à notre pays donc les sommes remboursées iront dans les poches de la France.**

- Faux ! **64% de la dette** est détenue par des étrangers ! En clair, la France s'endette à crédit auprès de l'étranger, et les futurs impôts supplémentaires qui risquent de s'abattre sur les Français si l'on ne fait rien, iront ailleurs mais pas en France !

**Vous contribuez largement à ces dépenses publiques et à la dette avec vos salaires de nababs. Pourquoi, le président de la République a commencé par augmenter son salaire dès qu'il est arrivé à l'Élysée alors qu'il demande aux Français de se serrer la ceinture ?**

- Dans l'ensemble des pays développés, les élus français comptent parmi les moins bien payés. Prenons l'exemple d'un député de l'Assemblée nationale : il touche une indemnité parlementaire de 7000 euros bruts par mois, soit 90 000 euros bruts par an. Les sénateurs américains, c'est 170 000\$ soit 132 800 euros par an !
- Parmi les députés en Europe, les Français ne sont pas les mieux payés :
  - Allemagne : 6.878€/mois
  - Italie : 11.779€/mois
  - Royaume-Uni : 7.216€/mois
- Concernant le salaire du Président de la République porté à 20 000€ par mois, il est identique à celui du Premier ministre. Cette augmentation est un alignement sur les rémunérations des autres chefs d'Etat. Elle correspond surtout à un souci de transparence : on met une frontière claire entre le budget de l'Élysée et le salaire du Président de la République. Rappelez-vous que ce traitement n'est même pas au niveau de la moyenne des salaires des présidents des grandes puissances du G8 !
- Enfin, comparons quand même le salaire du Président à celui d'un footballeur d'un club connu comme le PSG qui atteint 285 000 euros par mois...

## 2- Les « cadeaux » aux banques ?

### Vous nous affolez sur la dette et vous donnez des milliards d'euros aux banques. Comment expliquez-vous cela ?

- **Les 265 milliards d'euros sont des cautions et pas des dépenses :**
  - **L'Etat ne dépense pas d'argent supplémentaire : il apporte simplement des garanties pour rétablir la confiance :** confiance entre les banques, confiance entre les banques et les entreprises et aussi avec les particuliers. Concrètement, si l'Etat ne rétablit pas la confiance dans le secteur bancaire :
    - les banques ne se prêtent plus entre elles, et elles peuvent s'écrouler parce qu'elles fonctionnent normalement en se prêtant entre elles tous les jours ;
    - les banques prêtent beaucoup moins aux entreprises pour les financer dans leurs besoins de trésorerie : les entreprises s'effondrent.
    - Les banques prêtent beaucoup moins aux particuliers et avec des taux d'intérêts plus élevés : les ménages ne peuvent plus emprunter.
  - L'écroulement du système bancaire, c'était l'écroulement des économies des Français. Il fallait réagir.
- **Les 21 milliards d'euros prêtés par l'Etat aux banques:**
  - Ce n'est pas un cadeau de la part de l'Etat ! Ces 21 milliards ont été empruntés par l'Etat qui les prête à son tour aux banques, avec intérêts bien sûr : **1,4 milliards d'euros d'intérêts pour financer des dépenses sociales en 2009 !**
  - C'est donc une opération doublement positive :
    - elle permet d'apporter un **soutien au financement de notre économie** : les banques sont tenues d'utiliser cet argent pour



augmenter le volume des crédits accordés aux particuliers et aux entreprises.

- elle **permet à terme à l'Etat de gagner de l'argent**, puisque le taux auquel il prête est plus élevé que celui auquel il emprunte : pour schématiser, **ce sont les contribuables qui vont faire payer des taux d'intérêts et des agios aux banques !**
- Enfin, cette opération va aussi permettre à nos principales banques de renforcer leurs fonds propres à un moment où plusieurs de leurs concurrentes étrangères ont déjà bénéficié de mesures de recapitalisation. Ces mouvements se multiplient en Europe et dans le monde. L'Etat français est dans son rôle en soutenant ses banques, cela participe à la consolidation du système bancaire français.

### 3-Faut-il augmenter les impôts ?

#### Si nous sommes endettés, il va falloir augmenter les impôts !

- Malheureusement pour nous, dans l'Union européenne, nous sommes déjà parmi les plus prélevés d'Europe : n'oublions pas que sur 100 euros de richesse que nous produisons, l'administration en prélève presque la moitié<sup>3</sup>! En 2007, L'Etat et les établissements publics nous prennent 290 milliards d'euros, les collectivités territoriales 107 milliards d'euros et tout le système de sécurité sociale 416 milliards d'euros.
- **Au lieu de prélever sans arrêt en attendant l'asphyxie, on devrait plutôt chercher à faire des économies sur la masse de nos dépenses qui sont énormes !**
- **A périmètre identique de l'Etat, nous dépensons 150 Mds € de plus que l'Allemagne.**

---

<sup>3</sup> Rapport sur les prélèvements obligatoires et leur évolution, 2009, les prélèvements obligatoires représentent 43,3% du PIB page 7.

**Vous dites que nous sommes endettés, pourquoi vous n'augmentez pas les impôts pour les plus riches pour réduire l'endettement ?**

- La France est un des pays où les hauts revenus sont les plus ponctionnés en Europe, et quand on trouve qu'on paie trop et qu'on en a les moyens, on décide de payer ses impôts dans un autre pays, et ça, c'est une perte directe pour la France !
- **N'oublions pas que nous avons été parmi les premiers à dire que prendre plus de la moitié de ce qu'une personne produisait, c'était vraiment trop.** Le bouclier fiscal que nous avons adopté est d'ailleurs tellement évident qu'il existe au Danemark, en Espagne, en Finlande, en Suède et en Allemagne !

**Pourquoi on ne supprime pas le paquet fiscal de 2007 ? Ca ferait déjà 15 Mds€ d'économies.**

- Le paquet fiscal en 2008 c'est **7,7 Md€** et pas 15 Mds €!
  - 4,3 Mds € pour les exonérations d'impôts sur les heures supplémentaires.
  - 0,2 Mds € pour tous les Français qui veulent devenir propriétaire.
  - 2 Mds € pour la suppression des droits de mutation.
  
- ⇒ **Rien qu'avec ces 3 mesures on est à 6,5 Mds € qui ne sont pas vraiment pour les riches.** Les 1,2 Mds € restant sont destinés à renforcer l'attractivité de notre économie.

**Vous dites que vous baissez les impôts mais c'est l'inverse que vous faites. Vous inventez des taxes tous les jours (ex : la taxe RSA qui touche surtout les petits épargnants).**

- C'est justement pour cela qu'on a lancé les états généraux de la dépense publique ! Prenons un exemple simple : le RSA. En octobre 2008, quand nous avons voulu mettre en place cette mesure, nous n'avons pas eu d'autre choix que la création d'une nouvelle taxe, faute d'économies suffisantes.
- L'objet de ces Etats Généraux de la Dépense Publique, c'est justement de trouver des économies intelligentes pour éviter une hausse des impôts. Avec un message clair : **à l'avenir, toute dépense nouvelle doit être financée par une économie nouvelle.**

## 4- Peut-on relancer et se serrer la ceinture ?

Avec les dépenses publiques, on relance l'économie, alors il est stupide de se serrer la ceinture !

- On ne relance pas l'économie n'importe comment et avec n'importe quoi ! On a fait un plan de relance très ambitieux ! Nos mesures de soutien à l'économie ne se limitent pas du tout au plan de relance de **26 milliards d'euros**, mais **elles concernent plus de 44,6 milliards d'euros de dépenses utiles, soit 2.4% du PIB !**
- Les **44,6 milliards d'euros de dépenses utiles qui serviront contre la crise**, c'est :
  - **10 milliards de revalorisation de prestations sociales pour 2009 avec une hausse de 3% des allocations familiales et des aides au logement.**
  - **6 milliards d'euros de prêts au secteur de l'automobile**
  - **26 milliards d'euros du plan de relance**
  - **2,6 Milliards d'euros du sommet social.**

## Vous voulez réduire les dépenses et nous sommes en pleine crise, êtes-vous tombés sur la tête ?

- Arrêtons les amalgames faciles! Nous pensons qu'il y a des dépenses qui profitent au pays, et des dépenses stupides, des dépenses qui préparent l'avenir, et des dépenses qui reproduisent les erreurs du passé.
- **Cette crise est dure, et nous dépensons pour y faire face – avec un déficit record cette année de 5,6% du PIB environ, soit environ 104 milliards d'euros !** Mais cette fois, nous dépensons pour l'avenir : le plan de relance de l'économie consiste à investir pour relancer notre économie, et non pas à faire des chèques en blanc pour l'achat de produits étrangers qui ne feront pas tourner nos usines !
- Par ailleurs, nous dépensons aussi pour **soutenir nos concitoyens les plus fragilisés par la crise** : aides de l'Etat pour que le chômage partiel soit mieux rémunéré, augmentation des minima sociaux, prime spéciale pour les bénéficiaires du RSA...
- A côté de cela, il y a la dépense facile sans évaluations de certaines administrations : **nous dépensons 150 milliards d'euros de plus que les Allemands pour le même niveau de service public.** Est-ce de la folie que de dire que les Français n'en ont pas pour leur argent ? Non, il ne suffit pas de brandir le slogan « plus de moyens » pour que nos politiques publiques soient efficaces !

## 5- A quoi servent les milliards de la relance ?

### a- Vos milliards dépensés de la relance, ils servent à quoi ?

- Les milliards du plan de relance au sens strict, ce sont 26 milliards d'euros de dépenses intelligentes, qui nous permettent maintenant de sauver l'emploi et de soutenir la production avec de l'investissement :
  
- ⇒ **Pour 12 milliards d'euros, il soutient massivement notre économie en accroissant comme jamais les commandes publiques :**
  - **l'Etat va augmenter ses investissements** (c'est-à-dire ses commandes aux entreprises) **de 16%** soit 4 milliards d'euros supplémentaires ;
  - il faut ajouter à cela les **2,5 milliards d'euros que l'Etat donnera aux collectivités locales qui investiront plus en 2009 qu'en 2008 ;**
  - il faut ajouter encore **les 4 milliards d'investissements supplémentaires** des entreprises publiques, que l'Etat demande et accompagne ;
  - il faut également ajouter **les 500 millions d'euros que l'Etat doit aux PME** qui travaillent avec le Ministère de la défense et qui n'avaient pas été payées à ce jour ;
  - **la construction de logements sera aussi démultipliée**, l'Etat investissant sur ce seul secteur 1 milliard d'euros en 2009 notamment en doublant le prêt à taux zéro pour les ménages qui veulent devenir propriétaires de leur résidence principale neuve et en construisant 70.000 logements sociaux ou intermédiaires supplémentaires ;
  - **la filière automobile sera soutenue par le versement d'une prime au remplacement des véhicules anciens pour les particuliers** (1.000 euros à chaque fois, 220 M€ d'euros au total). On voit déjà une 1ère mesure qui est mise en œuvre et qui marche : la prime à la casse de 1000 euros. Citroën a déclaré que grâce à cette prime, elle a eu +30% de commandes en décembre 2008 et la même chose pour la Twingo de Renault.



⇒ **Pour 13 milliards d'euros supplémentaires, le Plan de relance soutient la trésorerie des entreprises pour qu'elles continuent à embaucher et à augmenter les salaires :**

- **L'Etat va débloquer de manière anticipée le crédit d'impôt-recherche** pour les entreprises qui innovent et qui sont en déficit : celles-ci vont ainsi toucher en 2009 les sommes correspondant au crédit d'impôt-recherche pour trois années : 2006 (normalement dû en 2009 avec trois ans de décalage), 2007 et 2008 ;
- **L'Etat va également proposer aux entreprises déficitaires et qui ont connu une période bénéficiaire sur les trois dernières années de leur rembourser immédiatement et en une seule fois l'impôt sur les sociétés qu'elles ont payées les années précédentes.** En termes techniques, c'est un versement anticipé du report arrière de déficit ;
- **L'Etat va encore rembourser la TVA tous les mois plutôt que tous les trimestres** (voire tous les ans), ce qui va induire une arrivée de trésorerie plus régulière, ainsi que sur 2009 un remboursement de TVA équivalent à 15 mois d'activité (les trois derniers mois de 2008 + les 12 mois de 2009) ;
- **L'Etat va par ailleurs permettre un amortissement accéléré des investissements**, ce qui signifie que les entreprises qui vont investir dans leur développement vont payer moins d'impôts en 2009 puisqu'elles vont pouvoir déduire des sommes plus importantes de leur résultat imposable ;
- L'Etat va être exemplaire sur la question des marchés publics et verser désormais 20% de leur montant en avance (au lieu de 5% actuellement), ce qui va permettre à toutes les entreprises bénéficiaires de marchés publics aujourd'hui et à qui on a versé pour le moment moins de 20% du montant du marché de bénéficier d'un afflux de trésorerie plus que significatif, et à toutes les entreprises nouvellement attributaires en 2009 de compter sur 20% d'avances ;
- **L'Etat va enfin permettre aux entreprises de moins de 10 salariés de pouvoir embaucher de nouveaux salariés sans aucune charge sociale au niveau du SMIC**, et avec des charges réduites jusqu'à 1,6 SMIC, afin de maintenir le niveau des recrutements dans ces entreprises particulièrement exposées à la crise et au chômage.

- ⇒ **Pour plus d'un milliard d'euros de plus, la solidarité n'est pas oubliée** puisque anticipant le RSA, l'Etat versera 200 € à 3,8 millions de foyers, soit près de 800 M€. **500 M€ supplémentaires seront mobilisés pour venir en aide aux personnes qui risqueraient d'être touchées par le chômage et faciliter leur transition professionnelle.**

## **b- Pourquoi avoir d'abord aidé les banques et les entreprises avant les Français ?**

- Rappelons d'abord que notre pays dispose de la couverture sociale la plus généreuse du monde. **Elle représente 550 milliards d'euros, soit 31% du PIB.** Du coup, en période de crise, ce système de protection sociale joue un rôle de filet de sécurité inégalé pour tous les Français.
- Ensuite, nous avons déjà pris toute une série de mesures sociales en faveur des ménages, et notamment des plus modestes :
  - en septembre 2008, **les pensions de 15 millions de retraités ont été revalorisées de manière anticipée de 0,8%.** Une nouvelle hausse interviendra en avril, au vu de l'inflation ;
  - en novembre 2008, **la prime exceptionnelle de fin d'année a été portée de 152 à 220 euros pour 1,5 millions de titulaires du RMI** ou de l'allocation de solidarité spécifique ;
  - en janvier 2009, **6 millions de familles ont bénéficié d'une hausse de 3% des prestations familiales** - sans précédent depuis longtemps - et 5,7 millions de locataires ont vu leurs aides au logement progresser de 2,95% ;
  - en avril 2009, **3,8 millions de ménages modestes recevront une prime de solidarité active de 200 euros**, dans l'attente de la mise en place du revenu de solidarité active en juillet 2009 ;
  - à compter d'avril 2009, **une hausse de 4,6% de l'allocation aux adultes handicapés bénéficiera à 820 000 personnes et le minimum vieillesse augmentera de 6,9% pour 400.000 retraités isolés et défavorisés.**
  - Ainsi, les nouvelles mesures exceptionnelles de soutien à ceux qui sont le plus fragilisés par la crise viennent renforcer cette action que nous menons depuis plusieurs mois.
- Enfin, **les aides accordées aux banques et aux entreprises profitent indirectement à tous les Français :**
  - En effet en sécurisant le secteur bancaire, nous nous efforçons de **garder ouvert le robinet du crédit et de préserver l'épargne des Français** : aucune banque n'a fait faillite chez nous. Sans compter que les sommes accordées aux banques le sont sous

forme de prêts et les intérêts de ces prêts (1,4 milliard d'euros) servent en partie à financer les mesures d'aide sociale que nous prenons. On est donc très loin du cadeau.

- Ensuite, **le plan de relance massif en faveur de l'investissement, vise à relancer l'activité de nos entreprises, à créer des emplois** et à préparer notre pays à sortir de la crise. Et nous mettons l'accent sur les secteurs les plus touchés, comme l'automobile qui emploie 10% de la population active. En agissant pour soutenir l'activité des entreprises, nous agissons directement pour préserver les emplois des salariés !

### c- Pourquoi accorder 8 milliards de baisse de la taxe professionnelle aux entreprises et seulement 2,6 milliards pour les salariés ?

- Ces 8 milliards d'euros de baisse de la taxe professionnelle visent à une seule chose : **faire en sorte que nos entreprises ne mettent pas la clé sous la porte et faire en sorte que les salariés gardent leur travail !**
- Les Français sont inquiets pour l'avenir de leur emploi. En aidant les entreprises à maintenir leur activité sur le sol français, nous protégeons leur emploi !
- **Nous mettons aujourd'hui le paquet sur l'emploi parce qu'une entreprise qui s'éteint, ce sont des dizaines et des centaines de salariés sur la touche.** C'est pourquoi, dans la majorité, on pense que dans une crise comme celle là, nous devons cibler les moyens sur le soutien aux entreprises. Soutenir une entreprise en difficulté ou un secteur, c'est soutenir votre emploi et préserver votre pouvoir d'achat.

## 6- Que faire pour s'en sortir ?

**Vous vous insurgez contre la dépense publique, mais qu'avez-vous fait concrètement depuis ces dernières années ? Les déficits ne sont pas vraiment résorbés quand la droite est au pouvoir, c'est même plutôt le contraire !**

- C'est notre majorité qui s'est retroussée les manches quand en 1993, on nous a appelé pour lutter contre la terrible récession de 1993, c'est la droite qui a du essayer l'effondrement des valeurs spéculatives en 2002, alors que la gauche de 1997 n'a rien fait pour stopper la bulle qui se constituait à cette époque, et c'est encore notre majorité qui fait face à la crise économique et financière d'aujourd'hui.
- Rappel : Malgré 3% de croissance en moyenne, la gauche nous a laissé un déficit de 49 milliards d'euros en 2002 (contre 40 milliards en 1997). En 2006, et malgré une croissance moyenne de 1,5% sur 5 ans, nous avons ramené le déficit à 36,16 milliards d'euros.
- **A partir de septembre 2008, nous avons subi la crise de plein fouet. Ce qui a engendré des dépenses exceptionnelles pour soutenir les secteurs économiques en danger (banques, automobile...) donc pour sauver les économies des Français et sauvegarder les emplois et venir en aide aux Français les plus fragilisés.**
- Mais nous n'avons pas attendu la crise pour engager des réformes en profondeur de l'administration pour qu'elle soit plus efficace et moins chère. C'est tout l'enjeu de la Révision générale des politiques publiques (RGPP), lancée le 20 juin 2007 par le Président de la République.
- **Avec la révision générale des politiques publiques nous prévoyons d'économiser 7,7 milliards d'euros d'économies d'ici 2011.**

## **Si on a beaucoup de dépenses publiques, c'est parce que nous voulons des services publics de qualité !**

- Les Français sont généreux et c'est très bien, mais ils devraient quand même s'assurer que leur argent est bien dépensé. Prenons l'exemple de l'éducation : le budget a été multiplié par deux en 20 ans, il est de 58,7 milliards d'euros en 2009, soit l'équivalent de la totalité de l'impôt sur le revenu des français plus d'autres recettes fiscales.
- **Entre 1990 et 2007, le nombre d'élèves s'est réduit de 3,3% quand les effectifs d'enseignants ont augmenté de 4,5%.**
- **Et l'augmentation des moyens ne s'est pas traduite par de meilleurs résultats :**
  - 100 000 élèves finissent leur scolarité primaire sans maîtriser les compétences de base en calcul et en lecture et 300 000 avec de graves lacunes (40%).
  - L'enquête PISA de l'OCDE montre que la France perd 9 places en sciences et l'enquête PIRLS du Boston collège sur la lecture nous classe 27<sup>ème</sup> sur 40.
  - Parmi les enfants qui entrent en 6<sup>ème</sup>, seuls 3% des enfants d'enseignants ont redoublé contre 7% pour les enfants de cadres mais 29% pour les enfants d'ouvriers et 41% pour les enfants d'inactifs.
  - De même si l'on regarde le parcours en lycée, on note que 90% des enfants de cadres obtiennent le Bac contre un peu moins de 50% pour les enfants d'ouvriers (et le plus souvent un bac professionnel ou technologique).

**Avec vos réductions de dépenses publiques, ce que vous voulez, c'est « sabrer les services publics » et les détériorer !**

- Les meilleurs défenseurs du service public, ce sont ceux qui exigent qu'un service soit rendu **au meilleur coût et de la meilleure manière pour les citoyens**. Ceux qui prétendent défendre les services publics aujourd'hui en augmentant leurs moyens, ce sont ceux qui viendront vous expliquer demain qu'il faut toujours augmenter les impôts et les taxes parce que **les moyens, quand on dépense à tout va, manqueront toujours**.
- Si l'on regarde les pays qui ont le mieux réussi les réformes ces dernières années, comme le Canada ou les Pays-Bas, on voit que la qualité des services publics a pu être maintenue même avec la réduction des dépenses : 55% des Canadiens<sup>4</sup> étaient satisfaits de la situation du pays à l'issue de leur grand programme de remise en cause des dépenses non justifiées.

---

<sup>4</sup> Sondage Gallup réalisé entre le 18 et 24 mars 1998.



## De toute façon, les Français sont trop attachés aux services publics pour baisser les dépenses.

- Nous sommes tous très attachés à notre modèle social, issu du pacte social de 1945. La meilleure manière de le maintenir, c'est de veiller à ce qu'il n'y ait pas d'abus dans la dépense. Heureusement, les Français ont commencé à comprendre que la meilleure manière de conserver notre modèle social, c'était de réduire les dépenses indues.
- **En 2008, 79% des Français interrogés jugent que « les dépenses publiques sont si élevées qu'il est indispensable de réduire fortement les dépenses publiques»<sup>5</sup>.** Il faut une prise de conscience générale sur la nécessité de changer les choses.
- En février 2009<sup>6</sup> :
  - **79% des Français se déclarent « inquiets en pensant au déficit public et à la dette de l'Etat »**
  - **60% des Français pensent que « malgré la crise, la France doit coûte que coûte éviter d'accroître son endettement et son déficit »**

---

<sup>5</sup> Sondage Opinionway pour Le Figaro et LCI réalisé les 2 et 3 avril 2008.

<sup>6</sup> Sondage IFOP « Les Français et la gestion de la crise par Nicolas Sarkozy » du 24 au 26 février 2009

## Tout le monde sait qu'on n'arrivera jamais à réduire les dépenses en France !

- Oui à l'exception française qui fait notre gloire à l'étranger, non à l'exception française qui fait de nous un pays qui dépense sans compter et sans évaluer ! La dépense publique, on peut la réduire de manière intelligente !
- La plupart des pays développés s'apprêtent à mener la bataille de la réduction intelligente des dépenses :
  - ⇒ **La Suède: 400 millions d'euros d'économie** pour les cinq prochaines années grâce à la mise en place de la facturation électronique généralisée pour toutes les administrations;
  - ⇒ **Le Danemark: 610 millions d'euros** à économiser d'ici 2013 grâce au recours accru à l'Internet;
  - ⇒ **Singapour: d'ici 2010, 250 millions d'euros d'économies** grâce à un nouveau système d'information unique pour tous les ministères;
  - ⇒ **Le Canada: faire réaliser 19 milliards de dollars d'économies chaque année aux entreprises** en allégeant leurs formalités administratives ;
  - ⇒ **La Suisse: 3,3 milliards d'euros d'économies soit 1% du PIB** avec l'examen des tâches administratives pour les rendre plus efficaces et plus simples.

## Les dépenses publiques, c'est bon pour nos fonctionnaires !

- Les fonctionnaires sont les premières victimes des dépenses publiques ! Des déficits publics qui déraillent, ce sont aussi des salaires qui augmentent peu et des conditions de travail qui se dégradent.
- Réduire la dépense publique, c'est donc aussi valoriser les fonctionnaires qui aiment leur métier et qui veulent le faire le mieux possible !
- Avec les économies réalisées instaurons une nouvelle règle d'or :
  - ⇒ **une partie reversée pour le désendettement,**
  - ⇒ **une partie pour un investissement efficace,**
  - ⇒ **une partie pour tous les Français sous forme de baisse d'impôts,**
  - ⇒ **et la dernière pour augmenter les salaires des fonctionnaires.**

## Alors que le chômage augmente, pourquoi ne pas suspendre les suppressions de postes dans la fonction publique ?

Juste une précision : l'Etat ne supprime pas des postes, il ne remplace pas un départ à la retraite sur deux. C'est différent ! **Cela signifie donc qu'il continue à embaucher de nouveaux fonctionnaires.**

Les perspectives d'embauches nouvelles dans la fonction publique :

- En 2009, **l'Etat va créer 38 211 emplois publics** (la réduction de 30 529 ETP dans le cadre du non renouvellement d'un départ sur deux à la retraite représente 44 % des 68 740 départs à la retraite prévus en 2009). Cela représente au minimum 61 Mds € de dépenses publiques tout au long de la carrière de ces nouveaux emplois.
- Les **collectivités locales** prévoient **l'embauche de plus de 34.800 agents en 2009** (communes : 18 320, régions et départements : 9 370 et structures intercommunales : 7 170). **30% des effectifs actuels de la FPT seront partis à la retraite d'ici 2012.**
- Selon Roselyne BACHELOT, **25 000 emplois nets ont été créés en 2008 dans les hôpitaux publics et établissements médico-sociaux** et ces créations se poursuivront en 2009. Mais ces chiffres sont contestés, notamment par la CGT.

Pour rappel, la fonction publique en France **représente 5,2 millions d'agents soit plus de 21%** de la population active qui se répartisse de la manière suivante :

- Fonction publique d'Etat : 2,5 millions de fonctionnaires (49%)
- Fonction publique territoriale : 1,7 millions (32%)
- Fonction publique hospitalière : un peu plus d'1 million (19%)